ELECTIONS LEGISLATIVES 1958

Département du Haut-Rhin

Circonscription de Thann-Altkirch

Parti Communiste Français

Electrices, électeurs,

Vous serez appelés, le 23 novembre, à envoyer un député de votre arrondissement à l'Assemblée Nationale.
Plusieurs candidats viendront vous demander de leur accorder la faveur de votre voix.
Mais cette fois-ci vous ne vous laisserez pas conduire en erreur.

Les candidats de tous les partis en dehors des communistes qui ont tout fait pour que les promesses électorales soient réalisées, vous ont fait de grandes promesses au 2 janvier 1956, mais n'en ont tenu aucune.
Que firent en réalité ces partis pour défendre vos intérêts concrètement :

- Le 25-1-1956 sur proposition des communistes les 3 semaines de congés payés furent accordées (voir Journal Officiel du 29-1-1956).
- Le 7-11-1958 nous demandions le 13ème mois d'allocations familiales. (Tous les autres députés votèrent contre). J.O. du 8-11-1957.
- En février 1956, le 31 janvier 1958, nous demandions l'augmentation de 20 % des allocations familiales. Tous les autres votèrent contre). J.O. du 1-2-1958.
- Le 14 février 1956 nous demandions la suppression totale des zônes de salaires. (Tous les autres contre). J.O. du 15-2-1958.
- Le 25-1-1956 grâce à nos voix l'allocation en faveur des vieux a été votée. (J.O. du 29-1-1956).
- Le 26-7-1956, nous demandions la suppression de la taxe sur l'essence. (Tous les autres contre notre demande). J.O. du 27-7-1956.
- Le 18-4-1956 nous demandions une prime de 10 Milliards pour les petits paysans touchés par les grands froids (tous les autre contre).
- Le 19-7-1957 tous les députés de la majorité votèrent pour les pleins pouvoirs, la continuation de la guerre en Algérie. (J.O. du 20-7-1957).
  Le 30-9-1957 l'ensemble des députés MRP du Haut-Rhin, demandèrent même : « Une politique qui dans l'immédiat, n'exclue pas un effort militaire indispensable et énergique ! ! ! »
- Le 16-12-1957 tous les autres députés votèrent pour l'augmentation de la taxe sur postes de radio et de télévision. (J.O. du 20-12-1957).
- Le 20 novembre 1956 les députés communistes demandaient la suppression de l'article 10 du décret du 19 juin 1956 qui supprime toutes dépenses et subventions supplémentaires aux départements et communes. (Tous les autres votèrent contre notre demande). J.O. du 21-11-1956.

Ces quelques votes vous montrent qui défendit vos intérêts en réalité !
C'est aux actes que l'on juge les gens et non aux paroles ! Electrices et Electeurs jugez maintenant !

C'est aux actes que l'on juge les gens et non aux paroles!

Plus de 70 jeunes sont déjà tombé en Algérie. La crise économique s'étend sur notre département, déjà plus de 15.000 familles sont touchées par le chômage total et partiel.

Tous les députés des autres partis en dehors des communistes, quand les choses vont mal en Alsace vous disent : « C'est de la faute de Paris ! ! »
Mais vous pouvez vérifier vous-même, que eux aussi ont agit contre vos intérêts à Paris ! !

La présence d'un fort groupe communiste à l'Assemblée Nationale avait permit de faire aboutir les avantages sociaux et empêcher la situation de s'aggraver encore.

Ne faites donc confiance qu'aux communistes cette fois. Seul un fort groupe communiste à l'Assemblée Nationale, soutenu par des millions de voix sera le garant d'un réel changement ; pour que les revendications de toutes les couches de la population de l'arrondissement et du département soient satisfaites ! !

Les candidats présentés par le Parti Communiste, ont été et resteront les meilleurs défenseurs des couches laborieuses. Ils défendront un

Programme départemental

dont voici les points principaux :

- Réemploi de tous les chômeurs, et plein emploi pour les chômeurs partiels par la réouverture des entreprises fermées, par l'ouverture de grands travaux, celà par l'investissement de subventions de l'Etat.
- L'arrêt effectif de l'immigration de main-d'œuvre.
- Ouverture de fonds de chômage sur le plan départemental.
- Construction immédiate de 28.000 logements pour endiguer la crise du logement dans le département.
- Construction de 300 classes scolaires qui manquent actuellement.
- Suppression des contributions et taxes particulières à l'Alsace.
- Suppression des contributions multiples frappant nos vins d'Alsace et leur propagation à l'aide du service départemental afin d'assurer aux producteurs un écoulement meilleur et plus rentable de leurs produits.
- Aménagement de nos cours d'eau, en vue de prévenir les inondations et les dégâts causés par e[illegible]. Subventions à nos sociétés de pêche pour permettre l'alevinage.
- Développement du tourisme par l'amélioration et l'entretien du réseau routier et l'installation d'emplacements modernes de camping.
- Amélioration des transports de personnes par l'interdiction de nouvelles restrictions ferroviaires par la SNCF et développement des transports routiers.
- Rétablissement de l'ancien taux d'escompte en faveur des petits constructeurs de logements, et sauvegarde des droits de locataire dans les petites communes.
- Introduction de la législation française dans tous les cas où celle-ci favorise la population alsacienne.
- Introduction du billinguisme dans toutes les administrations, tribunaux et comités d'entreprise.
- Introduction de la laïcité en Alsace.
- *La reconnaissance du droit à la langue maternelle.* *Dans l'immédiat :* Enseignement de l'allemand à partir de la 3ème année de scolarité, selon avis des parents de l'enfant.
  Cela comme première étape pour l'enseignement de la langue maternelle respective (allemand ou français) à partir de la première année scolaire. Condition d'apprendre correctement la langue nationale.
- Pour la réforme de l'enseignement.



Notre Candidat

Aloïse Libold

Mineur
Ancien conseiller municipal de Wittelsheim
Membre du comité fédéral du Haut-Rhin du P.C.F.

et son remplaçant :

Eugène Luttringer

Ouvrier du bâtiment
Ancien adjoint au Maire de Cernay
Secrétaire de section du P.C.F.

ont par leur longue activité dans la défense des intérêts généraux montré suffissament qu'ils sont capable de défendre activement les intérêts de l'arrondissement.

Communistes, Socialistes, Chrétiens, sans parti, si vous voulez que votre voix soit utile pour que ça change, alors VOTEZ DANS l'UNION, pour nos candidats.

ATTENTION ! Ne faites pas de rayures, ni de signes préférentiels sur le bulletin de vote sinon il sera déclaré comme nul !

Vu le candidat

ICAL - Strasbourg

ELECTIONS LEGISLATIVES 1958 — Département du Haut-Rhin

Circonscription de Thann-Altkirch

Parti Communiste Français

Wählerinnen, Wähler!

Am 23. November seid ihr berufen in euerem Kreis ein Député in die Nationalversammlung zu senden. Mehrere Kandidaten stehen sich gegenüber um die Gunst euerer Stimmen zu werben.

Doch diesmal lasst euch nicht wieder irreführen!

Die Kandidaten aller Parteien, ausser den Kommunisten, welche alles taten damit die Wahlversprechen realisiert wurden, haben am 2. Januar 1956, euch grosse Wahlversprechen gemacht aber nicht gehalten.

Aber was taten diese Parteien in der Tat um euere Interessen zu verteidigen?

Allein die Kommunistische Partei Frankreichs und ihre Gewählte haben konsequent die Interessen der Bevölkerung verteidigt.

- Am 25. Januar 1956 wurde der kommunistische Vorschlag für die drei Wochen bezahlten Ferien bewilligt. (J.O. vom 29. Februar 1956).
- Am 7. November 1956, verlangten wir den 13. Monat der Familienzulagen (alle anderen Députés stimmten dagegen) J.O. 8. 11. 1957.
- Im Februar 1956, am 31. Januar 1958 verlangten wir die 20 % Erhöhung der Familienzulagen. (Alle andere stimmten dagegen) J.O. vom 1. 2. 1958.
- Am 14. Februar 1958 verlangten wir vollständige Abschaffung der Lohnzonen. (Alle andere stimmten dagegen). J. O. vom 15. Februar 1958.
- Am 25. Januar 1956 wurde der kommunistische Vorschlag auf Erhöhung der Altersrenten bewilligt. (J.O. vom 29. 2. 1956).
- Am 26. 7. 1956 verlangten wir die Abschaffung der Taxe auf Benzin (alle andere dagegn). J.O. vom 27. 7. 1956.
- Am 18. April 196 verlangten wir Prämien von 10 Milliarden für die durch Kälte geschädigten Landwirte. (Alle andere dagegen).
- Am 19. 7. 1957 stimmten alle andere Parteien für Regierungsvollmachten in Algerien um den Krieg weiterzuführen. (J.O. vom 20. 7. 1957).
  Am 30. September 1957, forderten sogar sämtliche MRP-Députés des Haut-Rhin: «Eine Politik, welche für den Augenblick eine unerlässliche und energische militärische Anstrengung nicht ausschliesst! !»
- Am 16. Dezember 1957 stimmten wir allein gegen Erhöhung der Radio- und Télévisionsteuern. (J.O. vom 20. 12. 1957).
- Am 20. November 1956 verlangten wir die Abschaffung des Artikels 10 des Dekrets vom 19. 6. 1956, welches keine weitere Subventionen an die Départements und Gemeinden erlaubte. (Alle andere Députés stimmten dagegen). J.O. vom 21. 11. 1956.

Diese einige Abstimmungen zeigen euch wer in der Tat euere Interessen verteidigte!

Nach den Taten und nicht nach den Worten urteilt man die Leute!

Wählerinnen und Wähler urteilt jetzt!

Ueber 70 junge Oberelsässer sind schon in Algerien gefallen. Die Wirtschaftskrise, Auswirkung dieser Kriegspolitik dehnt sich über unser Département, 15.000 Familien sind durch Arbeitslosigkeit und Kurzarbeit betroffen!

Alle andere Députés und Parteien, ausser den Kommunisten, sagen euch hier im Elsass wenn es schlecht geht: «Paris ist schuld daran»!

Aber ihr könnt jetzt selbst urteilen, dass sie alle in Paris gegen euere Interessen gehandelt haben!!

Die Anwesenheit einer starken kommunistischen Gruppe in der Kammer hatte erlaubt die sozialen Vorteile zu erhalten und damit die Lage sich nicht noch mehr verschlimmerte.

Schenkt darum diesmal nur den Kommunisten euer Vertrauen. Allein eine starke kommunistische Gruppe in der Kammer unterstüzt von Millionen Stimmen, ist die Gewähr das letzten Endes es sich doch zum guten ändern wird. damit die Forderungen aller Bevölkerungschichten des Kreises und des Départements erfüllt werden!!

In den durch die kommunistische Partei vorgeschlagenen Kandidaten werden die arbeitenden Schichten ihre besten Verteidiger haben. Diese werden sich für ein

departementales Programm

einsetzen, dessen wichtigsten Punkte wir nachstehend anführen :

- Sofortige Vollbeschäftigung für alle Arbeitslose und Kurzarbeiter durch Wiedereröffnung der geschlossenen Betriebe und Eröffnung von grossen Arbeiten durch Investierung von staatlichen Subventionen.
- Einhalt der Einfuhr von ausländischen Arbeitskräfte.
- Einrichtung eines departementalen Arbeitslosenfonds.
- Den sofortigen Bau von 28.000 Wohnungen um sofort die Wohnungskrise im Departement einzudämmen.
- Die Errichtung von 300 Schulklassen.
- Abschaffung der Sondersteuern und Taxen, welche nur im Elsass erhoben werden.
- Aufhebung der mehrfachen Steuern auf unsere Elsässer Weine, und Propagierung derselben mit Hilfe departementaler Stellen, um einen besseren und lohnenderen Absatz für die Produzenten zu sichern.
- Regulierung unserer Flussläufe zur Verhinderung von Ueberschwemmungsschäden. Subventionen an unsere Fischervereine zum Einsatz junger Fische.
- Verhinderung der Verseuchung der Flüsse durch Industrieanlagen.
- Entwickelung des Fremdenverkehrs durch Ausbau und Unterhaltung des Strassennetzes und Anlegung von modernen Campingplätzen.
- Verbesserung des Personentransportes durch Verhinderung jedes weiteren Abbaues seitens der SNCF und Ausbau des Strassentransports.
- Rückkehr zum ehemaligen Zinssatz für die kleinen Erbauer und Mietsschutz in den kleinen Gemeinden.
- Einführung der französischen Gesetzgebung in allen Fällen, wo sich dieselbe zugunsten der elsässischen Bevölkerung auswirkt.
- Einführung der Zweisprachigkeit in allen öffentlichen Verwaltungen und vor Gericht, sowie in den Comités d'Entreprise.
- *Einführung der laïzistischen Gesetze im Elsass.*
- *Anerkennung des Rechtes auf die Muttersprache,* ab sofort Deutschunterricht ab dritten Schuljahr je nach Wunsch der Eltern des Kindes. Dies als erste Etappe für den Unterricht in der jeweiligen Muttersprache (deutsch oder französisch) ab erstem Schuljahr, Bedingung zur vollständigen Erlernung der nationalen Sprache.
- Für die Schulreform.



UNSER KANDIDAT

Aloïse Libold

Mineur
Ancien conseiller municipal de Wittelsheim
Membre du comité fédéral du Haut-Rhin du P.C.F.

und sein Ersatzmann

Eugène Luttringer

Ouvrier du bâtiment
Ancien adjoint au Maire de Cernay
Secrétaire de section du P.C.F.

haben durch ihre langjährige Tätigkeit im Interesse der Allgemeinheit schon zur Genüge bewiesen, dass sie fähig sind, die Interessen des Kreises wirksam wahrzunehmen.

Kommunisten, Sozialisten, Christen, Parteilose, wenn ihr wirklich wollt, dass eure Stimme nützlich wirkt, damit es sich ändert, dann wählt in voller EINHEIT für unsere Kandidaten.

ACHTUNG ! Bitte auf dem Wahlzettel keine Streichungen vornehmen, sonst wird er als ungültig erklärt !

Vu le candidat

ICAL - Strasbourg